

## Batailles rangées au Haut-Karabakh

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'université du Québec*

### **La balkanisation du Caucase**

Depuis plusieurs siècles, le Caucase a été l'objet de convoitise des empires ottoman, perse et russe. Les territoires du Caucase avaient été cédés par l'Empire ottoman à l'Empire perse séfévide lors des traités d'Amassia (1550) et de Zuhab (1639). En échange, la Perse acceptait que l'Irak soit incorporé à l'Empire ottoman, mettant fin à plus de 150 années de guerre.

La Russie a combattu 12 guerres contre l'Empire ottoman entre le 17<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècle. L'Empire ottoman fut défait et désintégré. La Russie s'imposa dans le Caucase entre 1800 et 1864 dans le territoire partagé aujourd'hui par la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ces pays furent incorporés à l'Union soviétique en 1923.

Le Haut-Karabakh, également connu sous le nom d'Arstakh en arménien, Nagorno Karabakh en russe et Qarabagh Olya en azéri et en perse est une enclave peuplée par des Arméniens en territoire azéri. Ce territoire de 4 400 kilomètres carrés est peuplé de 150 000 âmes.

La délimitation des frontières au Caucase a été faite par l'Union soviétique en 1923, en veillant à une non-homogénéité nationale au sein des républiques de façon à mieux diviser pour régner. L'existence d'une enclave arménienne en Azerbaïdjan n'a pas fait problème lorsque l'Arménie et l'Azerbaïdjan faisaient partie de l'Union soviétique. Or, lorsque l'Union soviétique s'est fragmentée, les tensions se sont rallumées.

Les Arméniens du Haut-Karabakh en territoire Azéri ont déclaré leur indépendance et ont nommé leur état l'Artsakh. En 1991, l'Arménie a conquis une bande de territoire ceignant le Haut-Karabakh, portant à 20% la proportion du territoire non contrôlé par le gouvernement azéri.

Après 25 ans de trêve, l'Azerbaïdjan a décidé de reprendre les territoires du Haut-Karabakh et en a conquis une petite partie. Les combats ont repris le 27 septembre 2020. Un cessez-le-feu a été convenu le 10 octobre puis les 17 et 25 octobre, mais les deux parties s'accusent d'avoir violé la trêve.

L'antagonisme entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est à son plus fort et les diasporas azérie et arménienne se rallient à leur cause respective.

### **L'Arménie**

L'Arménie dont la moitié de la population a été décimée par la Turquie en 1915 a vu son territoire réduit à l'extrême. Pour les Arméniens, ce passé tragique justifie la défense du Haut-Karabakh et ils appuient son indépendance au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En effet, peu après la dissolution de l'URSS, le Haut-Karabakh se prononça massivement pour l'indépendance par un vote référendaire.

Bien que cherchant à se rapprocher de l'Union européenne et qu'elle participe à certaines missions de l'OTAN, l'Arménie fait partie de l'Organisation du **traité** de sécurité collective (OTSC) qui vise la défense mutuelle des pays membres (avec la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan). Toutefois, ledit traité de défense ne s'applique qu'à l'Arménie et non au Nagorno-Karabakh. La Russie qui maintient un contingent de soldats en Arménie n'intervient pas dans le conflit azéro-arménien.

### **La Turquie**

La Turquie sunnite aime déclarer que l'Azerbaïdjan turcophone et chiite est en fait un second pays d'une même nation turque. La Turquie a pris position pour l'Azerbaïdjan, lui offrant un soutien inconditionnel, l'encourageant à continuer l'état de guerre. Traumatisés par les massacres dont ils ont souffert par le passé, les Arméniens sont terrorisés face aux ambitions ottomanes du président turc Erdogan. Ce dernier jette de l'huile sur le feu en envoyant des « djihadistes syriens » combattre du côté azéri. L'estimation de leur nombre varie entre 300 et 1 500 et quelques douzaines ont péri dans les combats. Dans les faits, le qualificatif de djihadistes octroyé par les médias est inexact,

car il s'agit de mercenaires (pays à raison de 1 300\$ par mois par la Turquie) : en effet, pour les djihadistes qui sont des sunnites, les Azéris sont des chiites et donc des impies qu'il faut éradiquer.

La Turquie qui tente de s'imposer en Azerbaïdjan pour des raisons économiques et militaires a lancé une campagne médiatique intensive en Turquie même, pour y renforcer le nationalisme néo-ottoman, en prévision des prochaines élections qui se tiendront en 2023.

### **L'Iran**

L'Iran a de bonnes relations avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ses sympathies vont à l'Arménie chrétienne plutôt qu'à l'Azerbaïdjan chiite bien qu'officiellement l'Iran se prononce pour l'intégrité territoriale au Caucase. L'Iran ne tient pas à ce que la Turquie joue un rôle majeur en Azerbaïdjan, car il redoute l'affirmation du nationalisme azéri sur son propre territoire.

La minorité azérie en Iran compte près de 20 millions d'âmes, soit le double de la population d'Azerbaïdjan. Le traitement des Azéris d'Iran fait l'objet de nombreuses contestations tant en Iran qu'en Azerbaïdjan. Dans ce dernier pays, les médias qualifient d'Azerbaïdjan du Sud les régions d'Iran peuplées par des Azéris.

L'armée iranienne est intervenue plusieurs fois au cours des dernières décennies (en 1981 et en 2006 notamment) pour mater les rébellions azéries en Iran même, en recourant parfois aux armes lourdes. Les expressions de désapprobation contre le pouvoir iranien par la minorité azérie sont intermittentes. Des manifestations au cours desquelles le slogan « *Le Karabakh est à nous* » se sont tenues à Tabriz et à Téhéran. Aussi l'Iran qui a permis à la Russie - pays qui n'a pas de frontière commune avec l'Arménie - d'acheminer des armes à l'Arménie via son territoire, commence à moduler sa position en faveur des Azéris.

### **L'Azerbaïdjan**

Bien que l'Arménie soit majoritairement chrétienne et l'Azerbaïdjan majoritairement musulman, le gouvernement azéri est prooccidental et

laïque ; il méprise la théocratie iranienne dont il craint l'ingérence. Il cherche également à se rapprocher de l'Union européenne et participe à des missions de l'OTAN sans en être membre. Pour les Azéris, le territoire du Haut-Karabakh a été illégalement amputé et il en a résulté le déplacement de centaines de milliers de personnes.

Les réserves de pétrole azéri sont estimées à plus de 14 milliards de barils. Un pipeline achemine le pétrole à la mer Noire : à Novorossiysk en Russie et à Supsa en Géorgie et à la Méditerranée via le port turc de Ceyhan et un autre pipeline Transanatolien est planifié pour aboutir en Europe via la Grèce. Bakou au bord de la mer Caspienne est un important centre pétrolier et l'Iran ne reconnaît pas la possession des réserves pétrolières par l'Azerbaïdjan dans la mer Caspienne.

La richesse pétrolière a permis à l'Azerbaïdjan de renforcer et de moderniser son armée. L'achat d'armes sophistiquées à la Russie et à Israël a renforcé le potentiel militaire de ce pays qui fait face à une armée arménienne professionnelle qui a l'avantage de dominer les hauteurs dans le Haut-Karabakh.

## **Israël**

L'Azerbaïdjan et Israël entretiennent d'excellentes relations commerciales et militaires. Cette coopération vise à contenir l'Iran grâce à des moyens de surveillance et de cybersécurité. À long terme, Israël est préoccupé par l'entente géostratégique en gestation entre la Chine et l'Iran, portant sur un investissement de 400 milliards en 25 ans et dont un quart serait destiné à des fins militaires. Israël vend à l'Azerbaïdjan de l'équipement militaire dont des drones et a installé dans ce pays un des deux réseaux de téléphonie cellulaire les plus importants.

Un représentant de l'Azerbaïdjan était présent à Washington lors de la ratification du traité de paix entre Israël, les Émirats arabes unis et le Bahreïn. N'eut été la crainte de perdre des votes à l'ONU, l'Azerbaïdjan aurait déjà renoué officiellement avec Israël. Par ailleurs, l'Arménie a établi des relations diplomatiques avec Israël en 2019.

## **La Russie**

La Russie entretient de bonnes relations avec les états belligérants affaiblis par la guerre et tient à les conserver dans sa sphère d'influence. C'est aussi leur fournisseur d'armes principal. Or, le président Poutine ne veut pas trop aliéner la Turquie jusqu'à ce que le système de défense anti aérienne russe S-400 y soit opérationnel, de façon affaiblir l'OTAN dont la Turquie fait partie. Aussi est-il réservé en regard de l'ingérence turque pour l'instant mais il ne voudra pas laisser la situation se dégrader au-delà d'une certaine limite. Le bombardement aérien de milices islamistes parrainées par la Turquie en territoire syrien pourrait constituer un signe d'avertissement.

## **Les instances internationales**

En 1992, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a mis sur place le groupe de Minsk piloté par les États-Unis, la France et la Russie afin d'assurer un cessez-le-feu qui fut finalement respecté en 1994. Entre ces dates, les combats ont causé la mort de 30 000 personnes et le déplacement d'un million d'autres.

Quatre résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU adoptées en 1993 ( 822, 853, 874 et 884) demandent le retrait des forces arméniennes des territoires conquis en 1990.

Or, les États-Unis ont montré peu d'intérêt pour cette région du monde, notamment durant la présidence de Trump. Ce n'est que tout récemment que le secrétaire d'état américain Pompeo a initié des rencontres avec les ministres des Affaires étrangères des deux pays. Aussi, incombe-t-il essentiellement à la Russie d'imposer le cessez-le-feu aujourd'hui.

L'Union européenne est absente. L'Allemagne et la France jouent le jeu de *good cop, bad cop*. Angela Merkel donne des compliments à la Turquie pour l'accueil fait aux réfugiés syriens et Emmanuel Macron condamne le bellicisme turc.

## **L'urgence de faire taire les armes**

Un conflit prolongé éloignerait encore plus les belligérants d'une solution de compromis et risquerait d'entraîner une conflagration bien plus vaste, car plusieurs pays risquent d'y être entraînés.

Un compromis pourrait se dessiner sur la base suivante : le Nagorno-Karabakh disposerait d'un statut d'autonomie qui serait entériné par plébiscite et en retour, l'Arménie rendrait les territoires conquis en 1990, ne gardant qu'un corridor qui la rattacherait au Haut-Karabakh.